Vu les lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles de 55 à 58 inclus;

Vu la convention OCDE;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 19 juillet 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'urgence de rencontrer le besoin réel des exportateurs flamands d'obtenir des subventions d'intérêt dans le cadre du commerce extérieur;

Que les exportateurs flamands doivent faire face à une lourde compétition internationale due aux initiatives d'aide similaires prises par les autorités des pays avoisinants et que leur position concurrentielle est mise en cause par conséquent.

Considérant que des crédits sont prévus au budget de la Communauté flamande pour les initiatives d'aide visées;

Que ces crédits sont limités dans le temps;

Que les crédits prévus pour 1994 doivent être affectés d'urgence afin que des initiatives d'aide puissent encore être prises pendant l'année 1994;

Sur la proposition du Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Pour autant que des crédits soient inscrits à cet effet au budget de la Communauté flamande (allocation de base 35.01 du programme 51.4), le Ministre flamand compétent peut attribuer une subvention d'intérêt aux projets axés sur l'exportation de biens d'équipement.

Ces projets doivent cadrer avec le consensus OCDE et par suite ne peuvent pas dépasser le montant de 2 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). En outre, le financement de ceux-ci doit provenir d'un emprunt garanti par l'Office national du ducroire.

Art. 2. La subvention d'intérêt, visée à l'article 1er, peut être accordée en tant que subvention ordinaire ou en tant que supersubvention.

La subvention ordinaire est la différence entre le taux d'intérêt consensuel fixé par l'OCDE, et le taux d'intérêt du marché. La subvention ordinaire ne peut être accordée qu'aux opérations avec les pays de la catégorie 3 (pays en voie de développement)

La supersubvention est une intervention spéciale dans le taux d'intérêt, un élément don de 35 % devant être accepté. L'élément don est l'intervention effective dans l'emprunt au moyen de l'attribution d'un taux d'intérêt réduit à long terme. Cet élément est calculé en actualisant (ajustant à la valeur d'aujourd'hui en appliquant un taux d'intérêt fixé dans le cadre de l'OCDE) les remboursements (capital et intérêts). La proportion de l'écart entre le montant du crédit et cette valeur actualisée par rapport au montant de crédit constitue l'élément don. Cet élément don doit s'élever à 35 % au moins.

Cette aide est attribuée selon les dispositions d'une directive élaborée à cet effet qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement flamand.

Art. 3. Seuls les pays de la catégorie 3-Copromex (pays en voie de développement) entrent en ligne de compte pour les subventions ordinaires. La supersubvention est réservée aux pays de la catégorie 2 et 3-Copromex avec un élément don de 35. En outre, ces pays doivent figurer dans la classification du Ducroire 2 à 4.2.

Les catégories-Copromex précitées sont basées sur une répartition similaire fixée par l'OCDE dans le document OCDE/GD (92) 95.

Art. 4. Sous réserve des compétences de la Cour des comptes et de l'Inspection des Finances, le Ministère de la Communauté flamande, Département de l'Economie, de l'Emploi et des Affaires intérieures est chargé de l'octroi et du contrôle sur l'affectation de cette subvention.

Art. 5. Le Ministre flamand, ayant le Commerce extérieur dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1994.

Art. 7. Le présent arrêté cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1996. La remise en vigueur éventuelle dépendra d'une évaluation approfondie par le Gouvernement flamand.

Bruxelles, le 26 octobre 1994

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,

J. SAUWENS

N. 94 — 3022 [S-C — 36485]

26 OKTOBER 1994. — Besluit van de Vlaamse regering tot het terbeschikking stellen van Vlaamse uitrustingsgoederen, met het oog op exportbevordering

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 22 december 1993 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1994;

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid de artikelen 55 tot en met 58;

Gelet op de OESO-conventie;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 19 juli 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dringend dient tegemoetgekomen aan een reële nood bij de Vlaamse exporteurs tot het toekennen van ondersteuning in het kader van de buitenlandse handel;

Dat de Vlaamse exporteurs geconfronteerd worden met een zware internationale concurrentie ingevolge gelijkaardige publieke ondersteuningsinitiatieven in de ons omringende landen en hun concurrentiepositie hierdoor in het gedrang komt.

Overwegende dat voor bedoelde ondersteuningsinitiatieven kredieten voorzien zijn op de begroting van de Vlaamse Gemeenschap;

Dat deze kredieten beperkt zijn in de tijd;

Dat de voor 1994 voorziene kredieten dringend dienen aangewend teneinde nog in 1994 ondersteuningsinitiatieven te kunnen nemen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Verkeer, Buitenlandse Handel en Staatshervorming,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor zover daartoe kredieten zijn uitgetrokken op de begroting van de Vlaamse Gemeenschap (basisallocatie 54.01 van programma 51.4), mag de bevoegde Vlaamse minister uitrustingsgoederen van Vlaamse oorsprong ter beschikking stellen met het oog op de exportbevordering.

Art. 2. Alleen de hierna opgesomde landen of regio's komen in aanmerking voor de terbeschikkingstelling van Vlaamse uitrustingsgoederen :

— Centraal- en Oost-Europa : de landen die in aanmerking komen voor de steun in het Vlaams samenwerkingsprogramma met Centraal- en Oost-Europa

Verre Oosten : Thailand, Maleisië, China, Indonesië, India, Sri Lanka, Filipijnen

— Afrika : Zuidelijk Afrika : SADC-landen

— Latijns-Amerika

Art. 3. De uitrustingsgoederen worden ter beschikking gesteld volgens de bepalingen van een daartoe door de Vlaamse regering op te stellen richtlijn.

Art. 4. Behoudens de bevoegdheden van het Rekenhof en de Inspectie van Financiën, is het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Economie, Werkgelegenheid en Binnenlandse Aangelegenheden, belast met de afhandeling van de aanvragen tot het ter beschikking stellen van uitrustingsgoederen met het oog op de exportbevordering.

Art. 5. De Vlaamse minister, bevoegd voor de buitenlandse handel, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1994.

Art. 7. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 1996. Een eventuele herneming ervan dient afhankelijk gemaakt te worden van een grondige evaluatie door de Vlaamse regering.

Brussel 26 oktober 1994

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Verkeer, Buitenlandse Handel en Staatshervorming,

J. SAUWENS

TRADUCTION

[S-C — 36465]

F. 94 — 3022 **26 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement flamand réglant la mise à la disposition de biens d'équipement flamands, en vue de la promotion de l'exportation**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 22 décembre 1993 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1994;

Vu les lois sur la Comptablité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles de 55 à 58 inclus.

Vu la convention OCDE;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 19 juillet 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'urgence de rencontrer le besoin réel des exportateurs flamands d'obtenir des subventions d'intérêt dans le cadre du commerce extérieur;

Que les exportateurs flamands doivent faire face à une lourde compétition internationale due aux initiatives d'aide similaires prises par les autorités des pays avoisinants et que leur position concurrentielle est mise en cause par conséquent.

Considérant que des crédits sont prévus au budget de la Communauté flamande pour les initiatives d'aide visées;

Que ces crédits sont limités dans le temps;

Que les crédits prévus pour 1994 doivent être affectés d'urgence afin que des initiatives d'aide puissent encore être prises pendant l'année 1994;

Sur la proposition du Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Pour autant que des crédits soient inscrits à cet effet au budget de la Communauté flamande (allocation de base 54.01 du programme 51.4), le Ministre flamand compétent est autorisé à mettre à la disposition des biens d'équipement d'origine flamande en vue de la promotion de l'exportation.

Art. 2. Seuls les pays ou régions énumérés ci-après entrent en ligne de compte pour la mise à la disposition de biens d'équipement d'origine flamande:

— L'Europe centrale et de l'Est : les pays admissibles à l'aide fixée dans le programme de coopération flamand avec l'Europe centrale et l'Europe de l'Est

L'Extrême-Orient :	la Thaïlande	l'Inde
	la Malaisie	le Sri Lanka
	la Chine	les Philippines
	l'Indonésie	

— L'Afrique : L'Afrique du Sud : les pays SADC

— L'Amérique latine.

Art. 3. Les biens d'équipement sont mis à la disposition conformément à une directive à élaborer à cet effet par le Gouvernement flamand.

Art. 4. Sous réserve des compétences de la Cour des comptes et de l'Inspection des Finances, le Ministère de la Communauté flamande, Département de l'Economie, de l'Emploi et des Affaires intérieures est chargé du suivi des demandes de mise à la disposition des biens d'équipement en vue de la promotion de l'exportation.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant le commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1994.

Art. 7. Le présent arrêté cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1996. La remise en vigueur éventuelle dépendra d'une évaluation approfondie par le Gouvernement flamand.

Bruxelles, le 26 octobre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,

J. SAUWENS

N. 94 — 3023 [S-Mac — 36467]

16 NOVEMBER 1994. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende de definitieve aanwijzing van de beschermde duingebieden en van de voor het duingebied belangrijke landbouwgebieden

De Vlaamse regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973, op het natuurbehoud, gewijzigd door het decreet van 14 juli 1993, inzonderheid op artikel 52 en 53;

Gelet op het decreet van 26 januari 1994 houdende bekrachtiging van het besluit van de Vlaamse regering van 15 september 1993 betreffende de aanduiding van beschermde duingebieden en voor het duingebied belangrijke landbouwgebieden;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 15 september 1993 betreffende de aanduiding van beschermde duingebieden en voor het duingebied belangrijke landbouwgebieden;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 2 maart 1994 tot bepaling van de procedure van het openbaar onderzoek bij het opmaken van de perceelsgewijze inventaris bedoeld in artikel 53 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen;